

Après l'horreur

«Ma vraie vengeance, c'est la réconciliation»

Grand artisan de la transition en Afrique du Sud, Albie Sachs confie les clés d'une démocratisation réussie

Andrés Allemand

«Avec ma chemise à la Mandela, je n'ai plus jamais besoin de porter la cravate», s'amuse un Albie Sachs très décontracté. A Genève, le Sud-Africain ne passe pas inaperçu. Impossible de s'entretenir avec lui sans être continuellement interrompu par des admirateurs, issus des milieux des droits de l'homme, qui viennent saluer ce héros de la lutte anti-apartheid, un homme qui a connu la prison (six mois), puis l'exil (24 ans). Le sourire en coin, il leur tend sa main gauche, lui qui a perdu l'autre bras et la vue d'un oeil en 1988, victime d'un attentat à la voiture piégée. Un événement qui l'a atteint mais pas détruit. Bien au contraire. Rentré au pays après la libération de Nelson Mandela, il corédigea la nouvelle Constitution d'Afrique du Sud... et fut nommé juge à la Cour constitutionnelle, où il oeuvra quinze ans jusqu'en 2009. Jeudi à Genève, il était l'invité du Service international pour les droits de l'homme, pour une projection privée du film «Soft Vengeance» consacré à son combat.

La «vengeance douce» que vous prônez, c'est quoi au juste?
Après l'attentat dont j'ai été victime, j'ai reçu à l'hôpital un mot d'encouragement. Un camarade de lutte m'écrivait: «Ne t'inquiète pas, nous te vengerons.» Je me suis demandé comment il comptait s'y prendre. Pensait-il amputer et aveugler tous nos ennemis? Absurde. Comment aurais-je pu me



Le Sud-Africain Albie Sachs. PATRICK GILLÉRON/LOPRENO

L'échec de l'Égypte

Il ne suffit pas de remporter des élections, encore faut-il travailler avec ses ennemis

La réconciliation, rendue possible en Afrique du Sud, semble échouer lamentablement en Irak, où les sunnites se sentent maltraités par la majorité chiite, ou encore en Égypte, où l'armée a fini par renverser le président élu Mohamed Morsi. Issu des Frères musulmans. Qu'en pense Albie Sachs? «L'Égypte, je peux vous en parler. J'étais sur la place Tahrir en 2011. J'ai vu l'enthousiasme et l'espoir des manifestants. Mais trois ans après, les

militaires ont repris le pouvoir, il y a eu des milliers de morts, les opposants sont en prison... Ce qui me frappe, c'est que la transition démocratique n'a jamais donné lieu à des efforts conjoints entre les courants les plus ouverts de l'armée, des Frères musulmans et de la société civile. En Afrique du Sud, la transition a nécessité que l'on accepte de travailler avec un interlocuteur du camp adverse. Ce fut Frederik de Klerk.» **A.A.**

sentir «vengé» si nous ripostions à des actes atroces par d'autres actes aussi atroces? Il me fallait transcender l'horreur, détruire ce système inique. Après la fin de l'apartheid, devant la Commission vérité et réconciliation, j'ai pu rencontrer l'homme qui avait posé la bombe sous ma voiture, je lui ai serré la main. C'était important pour moi. Mais pas suffisant. Ma vraie «vengeance», je l'ai eue quand s'est imposé dans mon pays la démocratie, la liberté et l'État de droit.

Qu'est-ce qui a rendu cela possible en Afrique du Sud?

La personnalité exceptionnelle de Nelson Mandela a bien sûr joué un rôle crucial. Il avait le génie des symboles forts, par exemple en faisant de la Coupe du monde de rugby en 2005 un grand moment de réconciliation nationale (*ndlr*: les Springboks, cette «équipe de Blancs», ont fait vibrer tout le pays). Mais cette culture de réconciliation, il ne l'avait pas créée lui-même. Ce n'était pas simplement le miracle d'un messie sorti sans amertume de vingt-sept ans de prison! Au sein du mouvement de libération, nous avons longtemps travaillé à créer les conditions nécessaires pour transformer le pays de l'apartheid en une nation arc-en-ciel. Avec feu Oliver Tambo (*ndlr*: ex-président en exil de l'ANC), nous avons refusé le recours au terrorisme, renoncé à la torture... Nous avons «humanisé» notre combat, imprimé des valeurs au cœur même de la lutte.

N'y avait-il pas aussi des raisons économiques?

Bien sûr! A la question des principes s'ajoutait cette préoccupation pragmatique: l'interdépendance économique entre les populations était telle qu'il fallait convaincre les Blancs de rester en Afrique du Sud si l'on voulait parvenir à un développement qui serve à tous.